

Rapport d'atelier

Thème 1a

Titre de l'atelier : Formes et causes sous-jacentes de l'exploitation sexuelle des enfants et des adolescents ;

Sous thème : Causes et facteurs socioculturels déterminants certaines formes d'exploitation sexuelle des enfants et des adolescents.

Nombre de participants :

Facilitateur de l'atelier : Olivier Feneyrol, Conseiller Régional Afrique de l'Ouest de Terre des Hommes

Présentateurs de l'atelier :

Nom	Organisation	Email
Cyrille Komlan	EZO Stratégies	
Hindowa Lebbie	ECPAT régional officer	

Objectifs de l'atelier

- Identification des normes sociales déterminant certaines formes d'exploitation sexuelle des enfants et des adolescents.
- Proposition d'axes stratégiques pour :
 - o Changer les perceptions
 - o Changer les comportements et attitudes

Ecarts de perception entre les normes et les phénomènes, comment éviter des ruptures entre les perceptions et les méthodes ou stratégies.

Points clés des présentations et conclusions

Présentation 1 : Les liens entre le VIH/SIDA, normes sociales et l'exploitation sexuelle à des fins commerciales en Afrique

La présentation se base sur une étude couvrant 6 pays d'Afrique identifiant les liens entre le VIH/SIDA et l'ESFC en 2007.

a) Points clés

Des mythes, des pratiques traditionnelles (mariage forcé ou précoce), les mutilations génitales féminines, la disparité entre les genres ou les violences sexuelles à l'école vulnérabilisent les enfants et les exposent à l'exploitation sexuelle.

Les enfants orphelins du VIH/SIDA sont particulièrement exposés au risque d'exploitation sexuelle et les enfants victimes ont rarement accès aux services des personnes vivants avec le VIH/SIDA.

b) Conclusions

Recommandations

L'éducation à la santé et au VIH/SIDA doit intégrer des messages sur les ES.

La prévention, la protection et la prise en charge doivent aussi s'adresser aux enfants vivants des situations difficiles tels que les enfants des rues.

Comprendre les motivations des exploiters
Intervention auprès des orphelins du VIH/SIDA qui sont particulièrement vulnérables à l'exploitation sexuelle et auprès des représentants de la communauté.

Comprendre les effets des normes sur ES et domaines d'intervention

Présentation 2 : Agir sur les normes socioculturelles pour mieux protéger les enfants: la lutte contre l'excision au Togo.

Cyrille Komlan, Manager EZO Stratégies, Togo

a) Points clés

Les résistances

La malédiction parentale, le rejet social, la vulnérabilité dans un contexte polygamique la peur des sciences occultes sont à la base de la prise de décision d'exciser les enfants.

Proposition

Les démarches classiques se focalisent sur l'abolition de l'excision en oubliant sa valeur.

Dans cette approche, l'objectif est de faire évoluer la tradition, les solutions viennent des communautés avec la facilitation des ONG.

Phase 1 : Analyse des motifs de résistance

Phase 2 Négociation avec les praticiens et les chefs traditionnels dans la recherche de solution.

Phase 3 Proposition des pratiques de substitutions en symbiose avec la tradition et la loi

Phase 4 Adoption des pratiques de substitution par les dignitaires

Exemple de pratiques de substitution : achat de la cérémonie, simulation de la cérémonie, substitution par un objet.

b) Conclusions

Quel que soit les motivations et les engagements, ce sont les centres d'intérêt, leur mode de penser qui feront passer le message. Cette étape est essentielle dans l'élaboration de projet.

Une récente étude au Togo a montré que la population n'a pas confiance dans la justice et que d'autres modes d'intervention sont nécessaires.

Problèmes et défis

1. Quels sont les problèmes liés à l'exploitation sexuelle et abus des enfants ?

Certains mythes/croyances, pratiques traditionnelles et normes sociales vulnérabilisent les enfants et les exposent à l'exploitation sexuelle.

Les enfants ne sont pas suffisamment formés et informés pour adopter des comportements et des attitudes qui les protègent. Exemple sur le VIH/SIDA ou l'usage des nouvelles technologies.

Les rôles sociaux et les disparités entre les genres sont déterminés très tôt dans la vie d'un enfant alors que petite enfance n'est pas suffisamment informée, renforcée.

Il n'y a pas suffisamment de dialogue et de coopération entre les différents acteurs sociaux concernés et entre ces acteurs sociaux et les acteurs institutionnels. Le manque d'articulation entre leurs normes et entre les activités rend difficile la construction d'une chaîne de protection cohérente et fortement intégrée.

Les difficultés d'application des lois semblent liées à un manque d'appropriation du droit positif et des droits de l'enfant par les différents groupes sociaux. Ce problème d'appropriation semble lié au problème de la participation et de la construction du dialogue.

Les valeurs et les représentations qui sont centrales pour les populations concernées par les phénomènes ESE ne sont généralement pas prises en compte et intégrées dans les approches et méthodes d'intervention dites communautaires. En outre, ces valeurs et représentations sont souvent abordées comme des legs traditionnels qui ne sont pas compatibles avec le développement et la culture des droits de l'enfant, ce qui n'est pas fondé scientifiquement. Globalement, la confrontation entre les normes positives et négatives ne permet pas le dialogue avec les communautés et entrave la mise en place d'une chaîne de protection cohérente.

Les interrelations entre les différentes catégories d'enfant victimes de violation de leurs droits sont nombreuses alors les approches classiques axent leur programme sur des cibles/problématiques spécifiques. (Traite, VIH/SIDA, exploitation sexuelle des enfants, MGF, orphelins du SIDA,...)

2. Quels sont les plus grands défis liés à ces problèmes ?

Remettre en cause la méthodologie des acteurs au développement afin de prendre en compte les traditions et d'écouter les communautés.

La durée des programmes est trop courte, en un an des résultats sont attendus alors que la réalité du terrain n'est pas prise en compte. Les dynamiques de changement social et culturel sont plus ou moins lentes, ce sont des programmes à moyen et long terme.

Le manque de dialogue intergénérationnelle, les enfants ne sont pas entendus par les adultes, ils ne se sentent pas à l'aise de parler.

Solutions

3. Comment dépasser les défis ? Quels sont les exemples d'interventions réussies ?

- Travailler avec les population impliquées dans des attitudes, des comportement, des pratiques directement ou indirectement néfastes pour les enfants, Il est important notamment de comprendre leur motivation et centres d'intérêt pour découvrir comment faire bouger les choses avec eux.
- Elargir la sensibilisation à de nouvelles catégories d'enfant (enfants utilisateur d'Internet, enfants des rues,...)
- Identifier et communiquer auprès des enfants orphelins du VIH dès que possible afin de limiter les risques ES.
- Travailler avec les communautés pour comprendre leurs convictions, leurs pratiques socioculturelles comme base pour faire évoluer les traditions. Il ne s'agit pas de renoncer à une tradition mais de la faire évoluer pour qu'elle soit appropriée par la population et plus respectueuse des droits des enfants.

Une seconde approche consiste à appréhender les normes sociales, non pas seulement comme des causes pré-identifiées d'abus ou de violences contre les enfants, mais comme des éléments intégrés dans des systèmes complexes de perceptions, croyances et significations. Certes, les dits systèmes constituent des environnements ou des contextes qui peuvent favoriser l'apparition de phénomènes ESE. Mais ils produisent *aussi* des formes de protection, d'éducation, d'autonomisation et de développement personnel des enfants que cette seconde approche encourage à identifier, analyser, valoriser puis renforcer en tentant de construire, avec les acteurs sur le terrain, des liens de dialogue, d'intercompréhension, d'accompagnement, d'apprentissage mutuel et d'appui. Cette approche, fondamentalement participative et non prescriptive, semble plus rarement adoptée que la précédente sur le

continent africain. Elle commence néanmoins à se développer et à forger ses « bonnes pratiques ».

Primo, partir de ce qui se dit et de ce qui se fait dans des milieux sociaux données ; *secundo*, chercher à identifier, non seulement les effets néfastes de certaines normes, mais aussi les bases endogènes d'une protection de l'enfance conçue et mise en œuvre par les acteurs de ces milieux. Un dialogue peut alors être établi entre les acteurs sociaux, avec la médiation d'intervenants extérieurs, pour les aider à examiner les normes existantes, à prendre conscience de la manière dont les uns et les autres s'y réfèrent ou s'en servent, et pour analyser *non seulement* les effets négatifs et ambivalents de ces systèmes de normes, *mais aussi* leurs effets positifs du point de vue de la réduction de la vulnérabilité et de la protection des enfants. De là pourra s'engager un travail d'appropriation et de responsabilisation des acteurs sociaux par rapport aux enjeux et valeurs de la protection des enfants. Ce travail pourra à son tour déboucher sur la modification ou l'abandon pur et simple de certaines normes, et, simultanément, sur la valorisation et le renforcement d'autres normes opérant dans le cadre de coopérations sociales et institutionnelles orientées vers l'élévation et l'augmentation des facteurs de protection de l'enfance.

- d'analyser de manière critique ses propres modes opératoires et les résultats obtenus. Qu'en est-il concrètement sur le terrain, lorsque l'on analyse par exemple les expériences de mobilisation et de sensibilisation communautaires : que se passe-t-il, quels sont les défis rencontrés, quels sont les effets produits, quel est le degré d'appropriation et de participation des acteurs sociaux, quel est l'impact (pérennité) en faveur des enfants ?...
-
- effort permanent de mise en cohérence entre l'approche choisie, la démarche méthodologique adoptée et les techniques d'intervention utilisées sur le terrain, que les acteurs de la protection de l'enfance pourront tirer toutes les leçons de leurs expériences et progresser dans la compréhension et la maîtrise (stratégique, opérationnelle et politique) des compétences et des mécanismes sociaux et institutionnels sur lesquels repose la protection des enfants
- Identifier les pratiques traditionnelles positives comme base d'écoute ainsi que les ressources existantes à renforcer.
- Ecouter les enfants qui osent parler et leur permettre de parler librement. Ils sont aussi les acteurs de la lutte contre l'ES.

4. Comment répliquer et augmenter l'échelle de ces interventions ?

Objectifs, cibles et indicateurs

5. Quelles sont les recommandations pouvant être citées pour l'Afrique au Congrès brésilien ?

- Identifier les normes sociales positives et travailler avec les communautés pour comprendre leurs convictions, leurs pratiques socioculturelles comme base pour faire évoluer les traditions. Il ne s'agit pas de renoncer à une tradition mais de la faire évoluer pour qu'elle soit appropriée par la population et plus respectueuse des droits des enfants.

- Le travail sur les normes sociales fait partie intégrante d'une chaîne de protection cohérente intégrant tous les niveaux d'intervention dont l'analyse des normes sociales positives à consolider et le renforcement des mécanismes institutionnels.
6. **Quels sont les facteurs, indicateurs permettant d'affirmer que les objectifs ont été atteints ?**

Les indicateurs s'élaborent avec les populations et mesurer des changement concret de comportement, d'attitude, d'engagement dans la chaîne de protection.

Mise en place de mécanisme et de structures accessibles aux enfants.

Le niveau de compétence des enfants à s'auto-protéger et la qualité des réponses en terme d'aide directe à un enfant victime.